



# NOTE DE RECHERCHE



Nairobi, Kenya. Source: iStock

## L'économie des soins et l'État face à la Covid-19 en Afrique

Auteure: Lyn Ossome

La réponse étatique à la crise dans le secteur des soins en Afrique, que la pandémie de Covid-19 a exacerbée, devrait être considérée en relation avec la structure des économies qui soutiennent la prestation de soins et par rapport aux questions sociales et politiques qui émergent des réalités actuelles entourant la prestation de services sociaux et l'effondrement économique.

### ENJEUX

On estime que 2,7 milliards de travailleuses et travailleurs, soit environ 81 % de la main-d'œuvre mondiale, ont vu leur emploi et leurs revenus affectés par la pandémie de Covid-19, les plus grandes pertes s'étant produites dans les régions à faible et moyen revenu, dont certaines parties de l'Afrique (OIT, 2020). En réponse à cette situation, les gouvernements ont adopté des mesures monétaires et fiscales pour relancer l'activité économique, telles que les transferts en espèces aux ménages, la prolongation des prestations de

### PRINCIPALES CONSTATATIONS

- Pour une grande partie de la main-d'œuvre du Sud, les besoins matériels de la reproduction sociale sont déterminés par une structure économique néocoloniale, qui maintient une grave dépendance à la terre et aux ressources de la terre, en l'absence d'un salaire de subsistance.
- Dans les conditions actuelles du capitalisme néolibéral, les trois catégories prédominantes de travail (travail salarié, petite production marchande et agriculture paysanne) sont liées à la prestation de soins genrée qui est au cœur de leur fonctionnement.
- La conjoncture qui se caractérise par la dépossession capitaliste néolibérale, la disparition de la main-d'œuvre qui l'accompagne et le déclin de la production dû à Covid-19 est une conjoncture dans laquelle les processus de production, de reproduction et de consommation lient désormais directement le ménage à l'État, en l'absence de salaires stables.

l'assurance-emploi ou des prestations sociales, l'exonération temporaire des paiements d'impôts ainsi que l'augmentation des garanties de prêts et des prêts aux entreprises (Chowdhury et Sundaram, 2020). Toutefois, la plupart des réponses et des recommandations politiques ne tiennent pas compte de la structure reproductive des ménages africains. De plus, les activités de soins essentiels ne sont pas comptabilisées dans le PIB. Bien que les données sur le coût social et économique de la pandémie sur le continent soient encore rares, celles qui sont déjà disponibles démontrent clairement que les besoins des ménages en services étatiques ont été sous-estimés (ex. : NIDS-CRAM, 2020).

La réponse des gouvernements africains à la pandémie de Covid-19 met en évidence les limites d'une politique économique ciblée, qui n'est pas basée sur les expériences vécues et les ressources de la population. La capacité des États africains à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques appropriées doit être envisagée en relation avec les séquelles de la libéralisation de l'économie qui, depuis les années 1980 et 1990, a réduit l'action des États africains à un rôle de soutien des institutions financières internationales et a affaibli de façon significative la capacité des États à mettre en place des programmes d'aide sociale en faveur de la population (Geda, 2020). Les États néolibéraux qui ont émergé de cette période d'austérité sont totalement intégrés dans les chaînes de l'offre et de la demande mondiales financiarisées et ont peu de possibilités d'agir pour stimuler l'économie en dehors d'un nouveau cycle d'aide des institutions financières internationales.

De plus, les solutions mises de l'avant par les États pour faire face à la pandémie sont limitées par les dimensions historiques et structurelles des économies africaines. La crise dans la prestation de soins causée par la pandémie, notamment, a mis en évidence la nature structurelle et genrée de la crise, soit une dépendance envers un régime de travail et de soins genré qui a assuré historiquement la survie de la population du Sud, dans un contexte néolibéral entraînant la suppression d'emplois décents et de l'assistance publique. Le tout, encore une fois, façonné en réponse au choc économique provoqué par la Covid-19. Cette économie politique repose sur le substrat social qui comble les besoins quotidiens et générationnels de ménages pauvres de la classe ouvrière, en l'absence de services adéquats provenant de l'État et du marché.

Pour comprendre pourquoi l'offre de l'État est inadéquate, Lyn Ossome (Université de Witwatersrand) examine la question de la prestation genrée de soins, qui est reliée à divers processus de travail, notamment le travail salarié, l'agriculture de subsistance et la production de petites marchandises. Ces derniers sont tous minés par le capitalisme et leur importance pour la survie des ménages reste ignorée dans les solutions politiques de l'État néolibéral.

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

**Pour une grande partie de la main-d'oeuvre du Sud, les besoins matériels de la reproduction sociale sont déterminés par une structure économique néocoloniale, qui maintient une grave dépendance à la terre et aux ressources de la terre, en l'absence d'un salaire de subsistance.**

L'importance accordée actuellement à la terre est étroitement liée à l'impact des crises systémiques du capitalisme, de plus en plus courantes — au cœur desquelles se trouve la question de la reproduction sociale — sur la capacité des travailleuses et travailleurs à survivre (Naidu et Ossome, 2016). La politique économique doit donc s'engager à faire face aux défis auxquels les mouvements ruraux sont confrontés sous l'impérialisme, à savoir la concentration du capital agraire et du pouvoir politique au niveau national, et son alliance avec le capital financier et industriel (Moyo et Yeros, 2005, 2). Il faut également tenir compte de la nature des demandes que la population excédentaire exploitée par le capital adresse à l'État et à l'économie.

**Dans les conditions actuelles du capitalisme néolibéral, les trois catégories prédominantes de travail (travail salarié, petite production marchande et agriculture paysanne) sont liées à la prestation de soins genrée qui est au cœur de leur fonctionnement.**

La prestation de soins genrée est aujourd'hui essentielle à la stabilisation des trois classes de travailleuses et travailleurs parce qu'elle constitue une condition de leur reproduction (Naidu and Ossome, 2016). Pour les États africains, le fait de négliger cette réalité économique a un coût : l'aggravation des inégalités sociales basées sur le genre, une trahison du projet démocratique et la continuation de la dépossession structurelle de plus de la moitié de la population du continent.

**La conjoncture qui se caractérise par la dépossession capitaliste néolibérale, la disparition de la main-d'œuvre qui l'accompagne et le déclin de la production dû à Covid-19 est une conjoncture dans laquelle les processus de production, de reproduction et de consommation lient désormais directement le ménage à l'État, en l'absence de salaires stables.**

La condition de dépendance envers la prestation de soins genrée et sa relation avec la terre met en évidence le rôle contradictoire de l'État en tant que garant des droits (par la couverture sociale) et médiateur du capital (par lequel il favorise la dépossession de la population, incluant celle de la terre). Cette contradiction a été exacerbée par la perte de salaires causée par la pandémie et un plus grand recours à la prestation de soins genrée afin de survivre.

## RÉFLEXIONS STRATÉGIQUES

**Les solutions fiscales et monétaires dans l'ensemble des pays africains dissimulent les structures économiques qui se trouvent de façon prédominante dans les secteurs précaires et informels et qui entretiennent des liens fondamentaux (statistiquement de plus en plus insignifiantes selon le calcul de PIB) avec l'économie agraire.**

En raison de ce lien — c'est-à-dire du fait que les classes agraires existantes dans la plupart des pays du Sud comprennent, désormais, à la fois des personnes salariées, des paysannes et paysans ainsi que des productrices et producteurs de denrées de base à petite échelle, qui dépendent toutes et tous, dans une certaine mesure, de l'accès aux terres privées et communes — la structure agraire de nombreux pays africains apparaît dès lors comme une variable essentielle d'une vision post-Covid-19. Contrairement aux premières prédictions, les économies agraires semblent avoir été beaucoup moins sensibles aux perturbations survenues sur leurs chaînes alimentaires. L'explication réside, en partie, dans la structure de la production rurale, dont la majorité de la production alimentaire non commerciale repose sur le travail genré (Carreras, Saha et Thompson, 2020). La pandémie met en évidence la nécessité de réexaminer les questions agraires dans les pays du Sud avant de concevoir toute politique sociale et économique.

**Le fait que la prestation de services sociaux offerts au niveau du marché soit déficiente déplace le problème central de la reproduction sociale, liée au travail salarié et au capital — c'est-à-dire l'insuffisance de salaires dans des conditions d'exploitation capitaliste — vers une relation fondamentalement politique entre l'État et les ménages.**

En même temps, le passage progressif d'une agriculture constituant la base du revenu national vers la fabrication et l'industrie cache la structure encore largement agraire d'une grande partie du continent, qui dépend de la terre et des ressources foncières, qui assurent la survie et fournissent les moyens de subsistance plutôt que d'offrir des salaires et des revenus provenant du secteur formel. Le rôle de l'État doit être compris en relation avec ce changement. Les pays dotés d'un régime d'assistance préexistant, comme l'Afrique du Sud, ont mieux répondu aux ménages en détresse grâce à des subventions sociales. Pourtant, la plupart des solutions mises en place par l'État pour faire face à la Covid-19 ont été inadéquates et ont montré précisément cette désarticulation entre l'économie agraire des soins et l'assistance de l'État capitaliste néolibéral, ainsi que les liens durables entre l'économie des soins et la structure agraire.

## Références

Carreras, M., A. Saha et J. Thompson. 2020. «Rapid Assessment of the Impact of Covid-19 on Food Systems and Rural Livelihoods in Sub-Saharan Africa.» *APRA COVID-19 Synthesis Report 1* : [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15715/APRA\\_Synthesis\\_Report1\\_Rapid\\_Assessment\\_of\\_the\\_Impact\\_of\\_Covid\\_19\\_on\\_Food\\_Systems\\_and\\_Rural\\_Livelihoods\\_in\\_Sub\\_Saharan\\_Africa.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15715/APRA_Synthesis_Report1_Rapid_Assessment_of_the_Impact_of_Covid_19_on_Food_Systems_and_Rural_Livelihoods_in_Sub_Saharan_Africa.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

Chowdhury, A., et J. K. Sundaram. 2020. «Reviving the Economy, Creating the 'New Normal'.» *IPS*. <http://www.ipsnews.net/2020/06/reviving-economy-creating-new-normal/>.

Geda, Alemayehu. 2020. "The Macroeconomic and Social Impact of Covid-19 in Ethiopia and Suggested Direction for Policy Responses." Addis Ababa: Université Addis Ababa.

Organisation internationale du travail. 2020. "Covid-19 : Stimulating the Economy and Employment." [https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_743036/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_743036/lang-en/index.htm).

Moyo, S. et P. Yeros (Eds). 2005. *Reclaiming the Land: The Resurgence of Rural Movements in Africa, Asia and Latin America*. Londres, New York et Cape Town : Zed Books et David Philip.

Naidu, S. et L. Ossome. 2016. "Social Reproduction and the Agrarian Question of Women's Labour in India", *Agrarian South: Journal of Political Economy*, 5(1): 50–76. (DOI:10.1177/2277976016658737)

NIDS-CRAM. 2020. An Overview of Results from NIDS-CRAM Wave 1. *Série Documents de travail*. <https://cramsurvey.org/wp-content/uploads/2020/07/Spaull-et-al.-NIDS-CRAM-Wave-1-Synthesis-Report-Overview-and-Findings-1.pdf>.

---

Cette note de recherche a été rédigée par L. Ossome. Elle est basée sur les principaux résultats de l'article suivant :

Ossome, L. 2021. « L'économie des soins et l'État face à la COVID-19 en Afrique », Série de notes de politique de la RCED. *Revue canadienne d'études du développement*. (41) : 68-78. (DOI : 10.1080/02255189.2020.1831448)

Y faire référence de la façon suivante :

Ossome, L. 2021. « L'économie des soins et l'État face à la COVID-19 en Afrique », Série de notes de politique de la RCED. *Revue canadienne d'études du développement*. Canada.

*La présente note de recherche a été réalisée à l'aide du soutien financier du gouvernement du Canada fourni par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et de l'Association canadienne d'études du développement international. Le contenu de cette publication ne reflète d'aucune façon les politiques ou la position officielle d'Affaires mondiales Canada. L'exactitude de l'information et des commentaires engagent uniquement la responsabilité de l'auteur. Veuillez noter que certaines ressources citées dans cette note de recherche peuvent ne pas exister dans les deux langues officielles.*

## NOS PARTENAIRES



Global Affairs  
Canada

Affaires mondiales  
Canada